

# LE PRESIDENT DU CONSEIL EUROPEEN

 *Ne doit pas être confondu avec [Présidence du Conseil de l'Union européenne](#).*

Le Belge Herman Van Rompuy a été désigné au poste de président de l'Union européenne. La Britannique Catherine Ashton a été nommée haut représentant pour la politique étrangère.



Le Belge Herman Van Rompuy a été désigné au poste de président de l'Union européenne, devenant donc le premier à occuper cette fonction créée par le Traité de Lisbonne. La Britannique Catherine Ashton, soutenue par les dirigeants socialistes, a été nommée haut représentant pour la politique étrangère.

**Les dirigeants des vingt-sept pays de l'UE se sont réunis pour faire leur choix.**

*Le [poste de président](#) "stable" du Conseil européen (réunion des dirigeants de l'UE) prendra le relais du système actuel de présidence tournante tous les six mois, même si ce dernier est destiné à perdurer pour le Conseil de l'Union européenne (nom officiel pour les conseils des ministres, les réunions ministérielles par domaines de compétence).*

**Un président à droite, un chef de la diplomatie à gauche**

***Le président du Conseil européen sera en poste pour un mandat de deux ans et demi renouvelable une fois.*** Il doit en principe revenir à la droite européenne, pour refléter sa domination sur l'échiquier politique du continent. Le poste de Haut-représentant aux affaires étrangères est ainsi logiquement revendiqué par la gauche.

Le Premier ministre belge, Herman Van Rompuy, discret et consensuel, faisait office de grand favori comme futur président. Il était en concurrence avec le luxembourgeois Jean-Claude Juncker, le Néerlandais Jan Peter Balkenende, le Britannique Tony Blair, soutenu par Londres malgré de maigres chances de l'emporter, et l'ex-présidente lettone Vaira Vike-Freiberga.

Quant au poste de Haut-représentant de la politique étrangère, l'Italien Massimo D'Alema était pressenti, mais la candidature de cet ancien communiste était contestée par certains pays de l'ex-bloc soviétique. Le ministre espagnol des Affaires étrangères, Miguel Angel Moratinos, figurait également parmi les prétendants.

Le **président du Conseil européen** est la personne qui préside et conduit les travaux du [Conseil européen](#), l'institution qui regroupe les chefs d'État ou chefs de gouvernement des vingt-sept pays membres de l'Union européenne. Le président a aussi un rôle de représentation de l'[Union européenne](#) dans le monde.

L'article 15 du [traité de Maastricht](#) statue que le Conseil européen nomme son président pour un mandat de 2 ans et demi avec la possibilité qu'il soit renouvelé une fois. Sa nomination ainsi que son limogeage requiert une majorité qualifiée du conseil.

De 1975 à 2009, le président du conseil européen était une fonction non officielle assumée par le chef d'État ou de gouvernement de l'État membre assumant la [présidence du Conseil de l'Union européenne](#).

Le premier, et actuel, titulaire permanent est le Belge [Herman Van Rompuy](#). Il a été choisi le 19 novembre 2009 et sa nomination fut officialisée avec l'entrée en vigueur du [traité de Lisbonne](#) le 1<sup>er</sup> décembre 2009. Il devait initialement prendre ses fonctions le jour même mais a souhaité que la présidence suédoise de 6 mois aille à son terme. Il entrera donc réellement en fonction le 1<sup>er</sup> janvier 2010. Son mandat se terminera le 31 mai 2012.

### *Le président du Conseil européen dans le traité de Lisbonne*

Le [traité de Lisbonne](#), signé le 13 décembre 2007, modifie la fonction de [président du Conseil européen](#)<sup>1</sup>.

À partir de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, le 1<sup>er</sup> décembre 2009, **le président du Conseil européen est élu à la majorité qualifiée par les chefs d'État ou de gouvernement des États membres pour un mandat de deux ans et demi et ne pourra exercer de fonctions nationales**. Ce système a été adopté pour améliorer le système antérieur de présidence du [Conseil de l'Union européenne](#) tournante semestrielle établie par le [traité sur l'Union européenne](#) et le [traité instituant la Communauté européenne](#). La présidence tournante de 6 mois avait en effet été critiquée pour ne pas permettre la mise en place d'une politique cohérente à long terme.

Toutefois, la [présidence du Conseil de l'Union européenne](#) (dit « Conseil des ministres ») continuera d'être exercée par un État membre à tour de rôle, représenté par le ministre compétent, alors que les réunions du Conseil européen seront présidées par son président.

Cette forme de présidence était déjà prévue dans le projet abandonné de [traité établissant une Constitution pour l'Europe](#), en 2004.

### **Les candidats pressentis**

Même si [Jean-Pierre Jouyet](#) rappelle que « ceux qui partent trop tôt ne sont jamais élus<sup>2</sup> », de nombreux noms ont circulé avant l'élection.

- Le britannique [Tony Blair](#) : initialement soutenu par [Nicolas Sarkozy](#). Sa candidature fait l'objet d'une pétition de ses opposants, lui reprochant son engagement auprès des États-Unis

lors de la guerre en Irak en 2003 et la non-participation de son pays, le [Royaume-Uni](#), à [Schengen](#) et à l'[Euro](#) autant que son refus de la [Charte des droits fondamentaux](#)<sup>3</sup>.

- Le luxembourgeois [Jean-Claude Juncker](#)<sup>4</sup> : c'est le plus ancien premier ministre européen, et le dernier signataire du [traité de Maastricht](#) toujours en fonctions depuis sa signature.
- Le danois [Anders Fogh Rasmussen](#) : à cette fin, le premier ministre [danois](#) aurait opéré un virage politique en ouvrant la voie à la suppression des dérogations faites au Danemark au moment de ratifier le [Traité de Maastricht](#)<sup>5</sup>. Toutefois, sa nomination le 5 avril 2009 au poste de [secrétaire général de l'OTAN](#) a mis un terme à cette hypothèse, un temps envisagée.
- L'irlandais [Bertie Ahern](#) : sans qu'il ait fait part de sa candidature, le premier ministre polonais [Donald Tusk](#), qui dit de lui qu'« il y a peu d'hommes politiques de telle qualité et autorité en Europe », annonce le 28 février 2008 qu'il soutiendrait la candidature de Bertie Ahern si ce dernier se présentait<sup>6</sup>. Mais celle-ci s'est trouvée compromise par sa démission, prévue le [6 mai 2008](#), pour son implication dans des affaires de corruption.
- Le néerlandais [Jan Peter Balkenende](#), actuel [Ministre-président](#) des Pays-Bas.
- La lettone [Vaira Vīke-Freiberga](#).

Finalement, l'homme politique belge néerlandophone [Herman Van Rompuy](#) (né en 1947), alors Premier ministre de la Belgique, a été élu lors d'un sommet européen extraordinaire du [19 novembre 2009](#), convoqué suite au dépôt à Rome des instruments de ratification du traité de Lisbonne par la République tchèque, dernier des 27 États membres à avoir achevé la procédure de ratification du traité. Il a indiqué alors qu'il assumerait ses nouvelles fonctions à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010. Bien que la date d'entrée en vigueur du traité de Lisbonne ait été fixée au 1<sup>er</sup> décembre 2009, il a en effet été prévu de laisser au premier ministre suédois, [Fredrik Reinfeldt](#), qui assure la présidence tournante du Conseil européen pour le second semestre 2009, le soin d'achever sa tâche.

## Qu'est ce que le Conseil européen?

Le Conseil européen est une Institution de l'Union Européenne (article 13). Il doit promouvoir les valeurs et poursuivre les objectifs de l'Union ainsi que servir les intérêts des citoyens et des États membres.

Qui est Herman Van Rompuy? Premier ministre de Belgique depuis décembre 2008, il est perçu depuis comme un modérateur et un gestionnaire qui a fait ses preuves. Il sera le premier président fixe du Conseil européen, pour un mandat de 2 ans et demi à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2009. L'Allemagne et la France en particulier ont soutenu sa nomination.

## Quel est le rôle du Conseil européen?

Le Conseil européen est une institution politique qui "donne à l'Union les impulsions nécessaires à son développement et en définit les orientations et les priorités politiques générales".

## **Qui compose le conseil européen?**

Le Conseil européen est composé des chefs d'État ou de gouvernement des États membres, ainsi que de son président et du président de la Commission. Le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité participe à ses travaux.

## **Comment le président du Conseil européen est-il nommé?**

Le Conseil européen élit son président à la majorité qualifiée pour une durée de deux ans et demie, renouvelable une fois. En cas d'empêchement ou de faute grave, le Conseil européen peut mettre fin à son mandat (...).

## **Quel est le rôle du président du conseil européen?**

Il préside et anime les travaux du Conseil européen, prépare ses travaux (...) en coopération avec le président de la Commission et présente au Parlement européen un rapport à la suite de chacune des réunions du Conseil européen. Il assure la représentation extérieure de l'Union pour les matières relevant de la politique étrangère et de sécurité commune.

## **Qu'est ce qu'un haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité?**

Le haut représentant est l'un des vice-présidents de la Commission. Il veille à la cohérence de l'action extérieure de l'Union. Il est chargé (...) de la coordination (...) et de l'action extérieure de l'Union". Il "conduit la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union (...) en tant que mandataire du Conseil. Il agit de même pour la politique de sécurité et de défense commune". Il " préside le Conseil des affaires étrangères.

## **Comment est-il nommé?**

Le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée, avec l'accord du président de la Commission, nomme le haut représentant de l'Union (...). Il doit rendre compte de ses actes devant le Conseil européen (article 15) ainsi que devant le président de la Commission européenne et le Parlement européen (article 17).

# **La Présidence de l'Union européenne: la relève espagnole**



Le Premier ministre espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, lors d'une conférence de presse à Madrid, le 30 décembre 2009. Reuters

L'Espagne prend la relève dans un contexte inédit, celui du Traité de Lisbonne qui entre en vigueur le 1er janvier 2010. José Luis Rodriguez Zapatero va devoir partager la présidence avec Herman Van Rompuy, le nouveau président permanent du Conseil européen. Quelles seront les marges de manœuvre du chef du gouvernement espagnol ?

L'Espagne est le premier pays à prendre la présidence tournante de l'Union européenne dans le cadre des nouvelles institutions mises en place par le Traité de Lisbonne. Elle étrenne la présidence du Conseil bicéphale : les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept qui se succèdent pour une durée de six mois à la tête de l'Union européenne pour présider les Conseils des ministres et une présidence stable - incarnée désormais par l'ancien Premier ministre belge Herman Van Rompuy, qui dirige les réunions au plus haut niveau. Il va falloir cohabiter également avec José Manuel Barroso, le président de la Commission, la nouvelle chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, et un Parlement renforcé.

Le Traité maintient un système de présidence semestrielle tournante mais les chefs d'Etat et de gouvernement se réunissent sous la responsabilité d'Herman Van Rompuy et la diplomatie tombe dans l'escarcelle de Catherine Ashton. « *Nous avons passé un 'gentlemen's agreement' : M. Van Rompuy présidera les réunions, mais M. Zapatero sera à ses côtés et aura un rôle de premier plan* », a précisé le ministre espagnol des Affaires étrangères, Miguel Angel Moratinos. Jouer la complémentarité et éviter la concurrence entre les différentes institutions semble être la nouvelle règle du jeu.

Herman Van Rompuy et José Luis Rodriguez Zapatero se sont déjà rencontrés. La première tâche de Herman Van Rompuy, qui entre en fonction lui aussi le 1<sup>er</sup> janvier, est de trouver un terrain d'entente avec le futur président de la présidence tournante de l'Union européenne. Une tâche qui est loin d'être simple puisqu'ils ont finalement décidé de mettre en place un groupe de travail qui coordonnera la mise en place de cette présidence « *stable* » de l'Union européenne et du service extérieur de l'Union européenne dirigé par Catherine Ashton. Il n'y a toujours pas de réponse claire à la question pourtant simple de l'ancien secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger qui demandait, en 1970, sur un ton ironique : « *L'Europe, quel numéro de téléphone ?* ».

José Luis Rodriguez Zapatero, organisera malgré tout plusieurs sommets au cours des six prochains mois, notamment les sommets UE / Etats-Unis et UE / Amérique latine. Et il a sollicité l'accord de ses partenaires pour la tenue d'un second sommet de l'Union pour la Méditerranée à Barcelone au printemps prochain, pour parler de l'environnement, de l'eau, de

la sécurité alimentaire et relancer un processus plombé par la situation au Proche-Orient mais auquel Madrid et Paris tiennent beaucoup.

Les Affaires étrangères échappent, en théorie, à la présidence tournante et les priorités de José Luis Rodriguez Zapatero - l'Amérique latine et la Méditerranée -, sont bien loin des préoccupations de Lady Ashton et du prisme anglo-saxon de nombreux Etats européens. Il devra sensibiliser la Britannique, qui dirige à partir du 1er janvier la diplomatie européenne.

### **Le redressement économique de l'UE, priorité de la présidence espagnole**

L'Espagne assume la présidence dans une période économique difficile pour elle-même et pour ses partenaires européens. José Luis Zapatero souhaite que ces six mois de présidence espagnole permettent de trouver des solutions de sortie de crise et une forme de développement social qui donne du travail aux Européens. Mais il n'est pas tout seul à se préoccuper de ces questions économiques. Herman Van Rompuy a déjà convoqué, en février, un sommet des dirigeants de l'UE sur la relance de la croissance et la préservation du modèle social européen et José Manuel Barroso a obtenu un nouveau mandat de cinq ans en faisant du redressement de l'économie européenne sa priorité.

C'est dans les relations avec l'Amérique latine que l'Espagne peut vraiment apporter une contribution. Parvenir à un accord politique et commercial avec le Mercosur est un des objectifs de la présidence espagnole. Elle a l'appui du Portugal et de la Commission européenne pour obtenir que de nouveaux marchés s'ouvrent aux pays européens. Le sommet UE / ALC (Amérique Latine Caraïbes) aura lieu, à Madrid, en mai 2010. Enfin, l'Espagne veut promouvoir les droits de l'homme, l'égalité des chances, la lutte contre les violences que subissent les femmes et souhaite sur la question de l'immigration relever le défi de la coresponsabilité entre Etats de transit, de destination et d'origine ainsi que promouvoir la solidarité entre les Etats européens sur cette question.